



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

***Direction de l'évaluation de la performance,
de l'achat, des finances et de l'immobilier***

CCAP n° PRA031674

Service de l'achat, de l'innovation et de la
logistique du ministère de l'Intérieur

Sous-direction de l'achat et du suivi de
l'exécution des marchés

Bureau des achats métiers

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Fourniture de matériels de lutte contre la fraude documentaire au profit de la police et de la gendarmerie nationales, et des douanes françaises.

Annexe 1 : Services habilités à passer les marchés subséquents et lieux de livraison

Annexe 2 : Dispositions contractuelles des marchés subséquents

Annexe 3 : Cybersécurité – Protection des données personnelles

Annexe 4 : Charte et diplôme RFAR_MI

Annexe 5 : Cahier des charges logistique-LOGMI

*Le présent cahier des clauses administratives particulières comprend 22 pages, y compris celle-ci,
numérotées de 1 à 22 et 5 annexes.*

SOMMAIRE

Article 1.Objet – Allotissement – Durée de l'accord-cadre.....	4
1.1.Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2.Allotissement et décomposition de l'accord-cadre.....	4
1.3.Forme et durée de l'accord-cadre.....	4
Article 2.Étendue de l'accord-cadre.....	4
Article 3.Documents contractuels.....	5
Article 4.Base juridique des marchés subséquents – passation.....	5
Article 5.Représentation des parties.....	6
5.1.Représentation du pouvoir adjudicateur.....	6
5.2.Forme et durée de l'accord-cadre.....	6
Article 6.Obligations des parties.....	7
6.1.Obligations du titulaire.....	7
6.1.1.Obligation de résultat et responsabilité.....	7
6.1.2.Obligation d'information.....	7
6.1.3.Obligation de confidentialité.....	7
6.1.4.Clause environnementale.....	7
6.2.Obligation de l'administration.....	8
Article 7.Sous-traitance.....	8
Article 8.Modalités de détermination des prix.....	9
8.1.Monnaie.....	9
8.2.Forme des prix.....	9
8.3.Contenu des prix.....	9
8.4.Nature des prix.....	9
8.5.Modalités d'établissement des prix des marchés subséquents.....	9
8.6.Prix de règlement.....	10
Article 9.Modalités de révision des prix.....	10
9.1.Révision des prix.....	10
9.2.Clause de sauvegarde.....	10
9.3.Offres promotionnelles.....	11
9.4.Clause de réexamen.....	11
Article 10.Modalité d'exécution.....	11
10.1.Dispositions générales.....	11
10.2.Lieux de livraison.....	12
10.3.Délai de livraison.....	12
10.4.Conditionnement et emballages.....	12

10.5.Transport.....	12
Article 11.Constataction et vérification de l'exécution des prestations.....	12
11.1.Principes.....	13
11.2.Délais ouverts à la personne publique - Décisions.....	13
Article 12.Transfert de propriété – Garantie.....	14
12.1.Transfert de propriété.....	14
12.2.Garantie.....	14
Article 13.Modalités de pilotage des prestations.....	15
13.1.Comité de pilotage accord-cadre.....	15
Article 14.Suivi de l'exécution – Livrables.....	15
14.1.Plan d'assurance qualité (PAQ).....	15
14.2.Rapport d'activité.....	16
14.3.Plan de progrès environnemental.....	16
14.4.Livrables.....	16
Article 15.Évolution technique – Innovation – Substitution des matériels.....	17
15.1.Initiative du titulaire.....	17
15.2.Initiative de l'administration.....	17
Article 16.Responsabilités environnementales et sociétales des entreprises.....	17
16.1.Certification achats responsables.....	17
16.2.Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	18
16.3.Protection de la santé et de la sécurité des personnes.....	18
16.4.Développement durable et achats éthiques.....	18
16.5.Traitement des données à caractères personnels.....	19
Article 17.Pénalités – Prolongation du délai d'exécution – Sursis.....	19
17.1.Pénalités pour retard.....	19
17.2.Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison.....	19
17.3.Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données personnelles.....	20
17.4.Pénalités pour non communication de livrables.....	20
Article 18.Médiation et Résiliation.....	20
18.1.Médiation.....	20
18.2.Résiliation.....	21
Article 19.Contentieux.....	21
Article 20.Dérogations au CCAG / FCS.....	21

ARTICLE 1. **OBJET – ALLOTISSEMENT – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE**

1.1. Objet de l'accord-cadre

La présente consultation a pour objet la fourniture de matériels de lutte contre la fraude documentaire au profit de la police et de la gendarmerie nationales, et des douanes françaises.

1.2. Allotissement et décomposition de l'accord-cadre

En application des dispositions de l'article L2113-10 du Code de la commande publique (CCP), le présent accord-cadre est alloté. Il est constitué de trois lots, listés ci-dessous :

➔ lot 1 : lecteur/vérificateur automatique de documents sécurisés

Ce lot comprend quatre postes :

- poste 1 : lecteur/vérificateur automatique de documents sécurisés ;
- poste 2 : mallette de transport ;
- poste 3 : PC portable ;
- poste 4 : microscope USB.

➔ lot 2 : station vidéo de contrôle de documents

➔ lot 3 : compte-fils éclairant

La composition des postes est décrite au CCTP

1.3. Forme et durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R.2162-7, R.2162-8, R.2162-9 du Code de la commande publique (CCP).

Les marchés subséquents fixent les conditions d'exécution des prestations. Ils sont exécutés au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

Les autorités habilitées à passer les marchés subséquents sont mentionnées en annexe 1 du présent document.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 48 mois à compter de la date de sa notification.

Dès notification de l'accord-cadre et à l'échéance des marchés en cours, chaque service coordonné peut passer pendant la durée de l'accord-cadre un ou successivement plusieurs marchés subséquents.

ARTICLE 2. **ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu sans minimum contractuel.

L'accord-cadre est conclu avec les quantités estimatives et maximales contractuelles suivantes :

➔ lot 1 : lecteur/vérificateur automatique de documents sécurisés

Poste	Intitulé	Quantités estimatives
1	lecteur/vérificateur automatique de documents sécurisés ;	189
2	mallette de transport ;	200
3	PC portable ;	300
4	microscope USB.	200

**Ces quantités estimatives ne sauraient engager contractuellement l'administration pour l'exécution de l'accord-cadre.*

Le montant maximum pour ce lot est fixé à 900 mille euros toutes taxes comprises.

➔ lot 2 : station vidéo de contrôle de documents

Il est estimé une quantité de 25 unités pour ce lot.

Le montant maximum pour ce lot est fixé à 2,1 millions d'euros toutes taxes comprises.

➔ lot 3 : compte-fils éclairant

Il est estimé une quantité de 2020 unités pour ce lot.

Le montant maximum pour ce lot est fixé à 2,55 millions d'euros toutes taxes comprises.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

1. l'acte d'engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles et son annexe relative aux prix et aux délais de livraison ;
2. le présent cahier des clauses particulières (CCAP) et ses annexes ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. le cahier des clauses administratives générales applicable de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
5. l'offre technique du titulaire ;
6. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG/FCS n'est pas annexé au présent accord-cadre. Les dérogations au CCAG/FCS figurent au dernier article du présent CCAP.

ARTICLE 4. BASE JURIDIQUE DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS – PASSATION

L'accord-cadre est régi par les dispositions de l'article R.2162-2, alinéa 1 du Code de la commande publique. Conclu avec un opérateur économique, il ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles. Il a pour objet d'établir les termes régissant les marchés subséquents à passer au cours de la période de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents sont régis par les dispositions des articles R.2162-7 à 9 du Code de la commande publique. Ils fixent les conditions d'exécution des prestations. Ils prennent la forme d'un accord-cadre. Ils sont exécutés au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Les bons de commande passés en exécution de ces marchés peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité des marchés subséquents, sans que la durée d'exécution des prestations ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de la consultation.

Les services coordonnés habilités à passer les marchés subséquents sont listés en annexe 1 du présent CCAP.

Le service coordonné adresse au titulaire un projet de marché subséquent rédigé sur la base des clauses contractuelles figurant en annexe au présent document dont l'acte d'engagement doit être complété et signé par le titulaire et retourné au service en vue de sa notification.

Préalablement à la conclusion du marché subséquent, chaque service coordonné peut demander au titulaire de compléter son offre, dans les limites imposées par l'article R2162-9 du code de la commande publique. Ces éventuelles modifications ne peuvent entraîner des modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. **REPRÉSENTATION DES PARTIES**

5.1. Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est le correspondant du titulaire et est l'autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans le CCAP et le CCAG de référence en matière de pénalités, de prolongations de délais d'exécution et de sursis de livraison.

Coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur :

Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du Ministère de l'Intérieur (SAILMI) Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés (SDASEM) sailmi-sdasem@interieur.gouv.fr

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

5.2. Forme et durée de l'accord-cadre

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'administration, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

L'interlocuteur de l'administration est désigné à la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer l'administration, dans les plus brefs délais, d'un éventuel changement d'interlocuteur.

OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1. Obligations du titulaire

6.1.1. OBLIGATION DE RÉSULTAT ET RESPONSABILITÉ

Il pèse sur le titulaire une obligation de résultat dans la fourniture des prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de livrer les prestations conformément aux spécifications du CCTP. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire respecte strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

6.1.2. OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de rendre compte de toute difficulté rencontrée pendant l'exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le représentant de l'administration de toute anomalie rencontrée lors de l'exécution de la prestation objet du présent accord-cadre.

6.1.3. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'administration, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent accord-cadre ou à l'issue de son exécution. À l'issue de l'exécution du présent accord-cadre, le prestataire s'engage à restituer l'ensemble des documents remis par l'administration.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'administration peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs de ce dernier.

6.1.4. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du Pouvoir Adjudicateur invite l'ensemble des titulaires des marchés publics à se conformer aux exigences qu'il s'impose.

Le titulaire respecte la réglementation applicable aux différents éléments propres à l'objet de l'accord-cadre, y compris lorsque celle-ci vient à évoluer lors de son exécution. Il communique, sans délai, tous les documents et justificatifs nécessaires sur demande du bénéficiaire et les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour s'y conformer en cas d'évolution de la réglementation concernée.

Limitation des émissions de gaz à effet de serre et transport

Dans le but de limiter les émissions de gaz à effets de serre (GES) produites dans le cadre de ses activités tout en respectant les mesures qui lui sont imposées dans la circulaire services publics écoresponsables, le ministère accorde une attention particulière à toutes actions mises en place par ses prestataires de marchés pour limiter ces émissions.

En matière de livraison, le titulaire s'engage, dans la mesure du possible, à privilégier en priorité, les transports les moins émetteurs de GES.

Afin de s'inscrire pleinement dans la politique de mobilité durable du ministère, il est demandé au titulaire de privilégier, l'utilisation de véhicules hybrides ou électriques.

Dans le cas contraire, il est tenu d'utiliser des véhicules légers et poids lourds respectant respectivement et a minima les normes Euro 5 et Euro V dans le but de limiter les émissions de GES liées au transport.

Gestion des déchets

Le titulaire doit, en respect du principe de pollueur-payeur, communiquer tous les éléments justifiant la bonne gestion des fournitures en fin de vie. Le titulaire doit donc justifier des actions mises en place pour respecter le principe de responsabilité élargie du producteur c'est-à-dire qu'il devra justifier par quel organisme (eco organisme par exemple) il peut réaliser la collecte et la gestion des déchets produits dans le cadre du présent accord-cadre. Il doit donc proposer une solution de recyclage des produits.

Toujours dans une ambition de réduire la production de déchets dans le cadre des activités du ministère de l'Intérieur, il est demandé au titulaire de communiquer tous les documents attestant des actions mises en place dans le but de réduire la production de déchets. Il est fait référence ici à la gestion des déchets produits dans le cadre de l'activité de transports des colis notamment. Le titulaire doit donc proposer des emballages recyclables ou biosourcés.

Le titulaire de l'accord-cadre doit fournir à tous les services bénéficiaires les dispositions pour la gestion des fournitures en fin d'utilisation.

Documentation

Tous les documents livrables sont mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format pdf ou équivalent) et ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts durablement gérées (exemples: label FSC, PEFC ou équivalent).

Les papiers et enveloppes utilisés sont impérativement issus de forêts gérées durablement (types FSC, PEFC ou équivalent). Les enveloppes disposent soit d'un label NF environnement, écolabel européen ou équivalent.

6.2. Obligation de l'administration

L'administration est tenue au secret des affaires.

ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre (prestations de services). Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R.2193-1 et suivants du même code.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Le titulaire doit réaliser une part significative des prestations.

La présentation d'un sous-traitant peut se faire à l'aide de l'imprimé DC4 (modèle de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

ARTICLE 8. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

8.1. Monnaie

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire EURO (€).

8.2. Forme des prix

Les prix sont :

- libellés en euros ;
- unitaires à deux décimales ;
- hors taxes ;
- hors taxes remisés ;
- toutes taxes comprises (le taux de TVA est indiqué à part) ;
- toutes taxes comprises remisés (le taux de la T.V.A. est indiqué à part) ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres.
-

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée.

Les remises prévues aux annexes financières, consenties par le titulaire, sont appliquées sur ses prix publics pour toute la durée de l'accord-cadre.

8.3. Contenu des prix

Les prix comprennent :

- l'intégralité des fournitures ;
- l'emballage, le conditionnement et l'étiquetage des articles ;
- la livraison (assurance, transport et déchargement compris) ;
- tous les frais de procédure et droits de douane éventuels ;
- plus généralement, tous les frais résultant des obligations contractuelles du titulaire.
-

8.4. Nature des prix

Les prix sont définitifs et révisables par application du barème public.

8.5. Modalités d'établissement des prix des marchés subséquents

Les prix initiaux figurant à l'acte d'engagement d'un marché subséquent résultent de l'évolution des prix figurant à l'annexe financière.

8.6. Prix de règlement

Par dérogation aux dispositions de l'article 10.2.1 du CCAG/FCS, le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de la commande.

Ils sont éventuellement remisés par rapport au barème public du titulaire. Le taux de remise consenti est le même pendant toute la durée de l'accord-cadre (sauf éventuelle application d'une offre promotionnelle, comme indiqué à l'article 9.3 « Offres promotionnelles » du présent document).

ARTICLE 9. MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX

9.1. Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisés, par ajustement, annuellement au mois de janvier, sur initiative du titulaire.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans l'accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle (barème public) et que ce barème a été établi conformément aux textes légaux et réglementaires concernant ces prestations; il s'engage à fournir à la demande du pouvoir adjudicateur toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Si le titulaire modifie dans son barème public les prix des prestations objet de l'accord-cadre, il communique par écrit au pouvoir adjudicateur, avec un préavis de 2 mois, les nouveaux prix extraits de son barème, ainsi que le pourcentage de variation par rapport aux prix précédemment pratiqués.

Du simple fait de cette communication, l'extrait est considéré comme certifié conforme au barème concerné. Cet extrait est adressé au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

Le pouvoir adjudicateur dispose, à compter de la date de réception de celui-ci, de 30 jours pour formuler ses observations et faire jouer éventuellement la clause de sauvegarde. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur durant ce délai équivaut à l'acceptation, en l'état, du nouveau prix.

L'extrait transmis constitue, une fois pour toutes, la pièce justificative de toutes les factures émises par le titulaire jusqu'à la date d'application d'un nouveau barème.

L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse par rapport à l'évolution du barème public du titulaire.

9.2. Clause de sauvegarde

Si l'évolution moyenne des prix entraîne une variation de plus de 3 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Cette résiliation reste une faculté dont dispose l'administration. Celle-ci pourra prendre en compte des circonstances exceptionnelles, comme un contexte de forte hausse du prix des matières premières, sur la base de justifications fournies par le titulaire quant à l'impact de ces circonstances sur les prix de l'accord-cadre.

9.3. Offres promotionnelles

Le titulaire est tenu de faire bénéficier l'administration de toute offre promotionnelle destinée à l'ensemble de sa clientèle. Les prix induits par une offre promotionnelle ne s'appliquent que lorsqu'ils constituent une remise plus importante que celle figurant à l'annexe financière.

9.4. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique et pour tenir compte notamment des évolutions tarifaires très fluctuantes portant essentiellement sur les coûts des matières premières et de transport, le prix des fournitures et des prestations comme leur encadrement en exécution (clause de sauvegarde, pénalités de retard, révision des prix) peut faire l'objet d'une négociation et être réévalué au vu des éléments justificatifs apportés par le titulaire, d'un commun accord entre les parties à tout moment en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Cette évolution financière est constatée par avenant.

ARTICLE 10. MODALITÉ D'EXÉCUTION

10.1. Dispositions générales

Les prestations font l'objet de bons de commande (le cas échéant) émis par le Centre de Prestation Financière au fur et à mesure de l'apparition des besoins. Ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Ces bons de commande, notifiés au titulaire par voie dématérialisée, comportent les mentions suivantes :

- l'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro de commande CHORUS (référence interne à l'administration) et sa date d'émission ;
- la désignation de la prestation ;
- la quantité commandée ;
- le(s) prix unitaire(s) : prix HT, montant de la TVA, prix TTC ;
- le(s) délai(s) de livraison ou de réalisation ;
- le(s) lieu(x) de livraison ou de réalisation ;
- les coordonnées du service chargée de la réception ;
- l'adresse de facturation.

La date de réception du bon de commande par le fournisseur tient lieu de notification de la commande.

En application de l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

10.2. Lieux de livraison

Les fournitures sont livrées aux différentes adresses mentionnées à l'annexe 1 « Autorités habilitées à passer les marchés subséquents et lieux de livraison » du présent document.

Ces adresses sont susceptibles d'être affinées dans l'établissement des marchés subséquents.

Les livraisons s'effectuent, sauf indication particulière figurant sur les bons de commande, pendant les jours et heures ouvrables, soit du lundi au vendredi.

Exceptionnellement, les livraisons peuvent s'effectuer sur un autre site métropolitain du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer dont l'adresse est portée sur le bon de commande.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent impérativement être accompagnées d'un état de livraison dans les conditions prévues par l'article 21 du CCAG/FCS.

10.3. Délai de livraison

Le délai de livraison des fournitures est inférieur ou égal à 90 jours, quelle que soit la quantité commandée.

10.4. Conditionnement et emballages

Le titulaire a la responsabilité des opérations de conditionnement et d'emballage des équipements de façon à assurer leur protection pour supporter sans dommage le transport entre ses locaux et le lieu de livraison.

Les modalités de conditionnement de chacun des effets figurent dans les CCTP.

Les frais de conditionnement et d'emballage sont à la charge du titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, les emballages restent la propriété de l'administration.

10.5. Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que les opérations de chargement, d'arrimage et de déchargement, incombent, dans leur intégralité, au titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 11. CONSTATATION ET VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1. Principes

Pour chaque bon de commande, les prestations sont soumises à des opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- aux dispositions du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
- aux spécifications techniques contenues dans le cahier des clauses techniques particulières et dans l'offre du titulaire.

11.2. Délais ouverts à la personne publique - Décisions

Par dérogation aux dispositions de l'article 27.3 du CCAG/ FCS le titulaire n'est pas convié aux opérations de vérification.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG/FCS, la personne publique dispose d'un délai de 30 jours à compter de la livraison effective des fournitures pour effectuer ces opérations de vérification et notifier sa décision.

Les résultats des opérations ainsi que les propositions sont consignées dans un procès-verbal dont l'original est conservé par le Bureau en charge de la réception et de la vérification des matériels, un exemplaire est remis au titulaire et une copie est adressée au bureau de l'exécution des marchés « sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr ».

Le titulaire se voit notifier une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG/FCS.

Le silence gardé par la personne publique au-delà du délai mentionné au présent article équivaut à une décision d'admission des fournitures.

Lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, le pouvoir adjudicateur peut décider **d'ajourner** la réception des prestations par une décision motivée.

Le titulaire dispose alors d'un délai 15 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement pour enlever les matériels ajournés.

Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, au pouvoir adjudicateur, les prestations mises au point, dans un délai 15 jours.

Si le titulaire présente les prestations mises au point, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau, à compter de la date de nouvelle présentation, de la totalité du délai prévu pour procéder aux opérations de vérifications des prestations et notifier sa décision, soit 30 jours.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le **rejet partiel ou total**. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour

enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

En cas d'ajournement ou de rejet, les frais de réacheminement des matériels sont à la charge du fournisseur.

En cas de rejet définitif à la seconde présentation pour vérification, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités. Seule la décision (expresse ou tacite) de réception des fournitures vaut acceptation définitive de celles-ci.

ARTICLE 12. **TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ – GARANTIE**

12.1. Transfert de propriété

La décision d'admission prononcée à l'issue des opérations de vérification des prestations entraîne le transfert de propriété.

12.2. Garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, les matériels bénéficient d'une garantie minimum de 24 mois.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission des matériels auprès de l'administration.

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie ou la totalité de la fourniture qui serait reconnue défectueuse dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la personne publique notifie au titulaire les anomalies constatées.

La garantie comprend les fournitures, la main-d'œuvre, les mises à jour relatives au respect des textes réglementaires dont dépendent les fournitures ainsi que toutes modifications ou remplacement des fournitures.

La garantie couvre également les frais consécutifs au conditionnement, à l'emballage et au transport « aller et retour » entre le lieu de livraison de l'administration et le service après-vente du titulaire.

Le titulaire remet, lors de la livraison des matériels, un document retranscrivant le processus à suivre pour la prise en charge de la garantie. Ce document explicite notamment les modalités de renvoi des pièces défectueuses par l'administration au titulaire, le cas échéant.

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie ou la totalité de la fourniture qui serait reconnue défectueuse dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date à laquelle la personne publique notifie au titulaire les anomalies constatées.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

La garantie porte sur le maintien des performances attendues des articles livrés.

La garantie ne couvre que les détériorations qui résultent d'une utilisation normale des fournitures entretenues conformément aux prescriptions du titulaire.

ARTICLE 13. MODALITÉS DE PILOTAGE DES PRESTATIONS

13.1. Comité de pilotage accord-cadre

Le comité de pilotage de l'accord-cadre se tiendra dans un délai de 1 mois à compter de la notification de l'accord-cadre. Ce comité sera composé du titulaire, du point de contact pour le service avant/après vente ainsi que des représentants des entités bénéficiaires de l'accord-cadre.

Le premier comité de pilotage se tiendra dans un délai de 1 mois à compter de la notification de l'accord-cadre. Le titulaire sera averti par courriel au moins 15 jours avant la tenue du comité.

Le comité de pilotage traite plus particulièrement des sujets suivants :

- grandes orientations en matière de maintien en condition opérationnelle ;
- tableau de bord synthèse ;
- proposition d'amélioration pour l'exécution des prestations.

Le titulaire sera tenu de rédiger un compte rendu de ce comité de pilotage, qu'il communiquera à l'administration selon les modalités prévues à l'article 14.4 infra.

Le comité de pilotage aura lieu semestriellement, à compter de la tenue du premier comité de pilotage, durant la première année d'exécution de l'accord-cadre puis annuellement.

ARTICLE 14. SUIVI DE L'EXÉCUTION – LIVRABLES

Le titulaire est invité à prendre contact avec le représentant du pouvoir adjudicateur pour lui faire part de toute difficulté dans l'exécution du marché.

Le titulaire indique dans la fiche de contact un point de contact unique pour le rapport d'activité et le plan de progrès environnemental.

14.1. Plan d'assurance qualité (PAQ)

Le titulaire établit un plan d'assurance qualité dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Il en assure l'application tout au long de l'exécution du contrat cadre.

L'assurance qualité consiste notamment à :

- décrire et entretenir les dispositions permettant d'assurer la qualité et les soumettre à l'acceptation de l'administration avant leur publication ;
- appliquer ces dispositions ;
- entretenir et rendre accessibles les renseignements relatifs à leur application ;

- mesurer et anticiper les dérives ;
- informer la personne publique de toute dérive ou incident concernant la bonne exécution des prestations ;
- gérer les actions correctives ou préventives nécessaires ;
- s'assurer de la qualité des prestations des fournisseurs ou sous-traitants le plus en amont possible.

14.2. Rapport d'activité

À chaque date anniversaire de notification de l'accord-cadre, le titulaire produit un rapport d'activité à l'attention du représentant du pouvoir adjudicateur pour faire le point sur l'exécution financière et technique du marché.

Ce rapport d'activité doit comporter les informations suivantes :

- les commandes de l'année écoulée (nombre, lieux et délais de livraison) ;
- les réparations matérielles et la logistique de maintenance (statistiques quantitatives et qualitatives de réparation, taux retour, etc.) ;
- rendre compte à la personne publique du niveau de qualité atteint ;
- les difficultés rencontrées lors de l'exécution ;
- les résultats du plan d'assurance qualité ;
- les produits innovants susceptibles d'être proposés pour l'exécution du marché.

Une réunion de suivi de projet pourra être organisée si le titulaire rencontre des difficultés dans l'exécution du marché.

Le rapport d'activité doit être fourni au plus tard 15 jours après la date anniversaire de l'accord-cadre. Il est fourni au format PDF aux adresses suivantes :

- sailmi-achats-securite-interieur@interieur.gouv.fr (Bureau des Achats Métiers, BAM) ;
- sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr (Bureau de Gestion des Contrats et des Commandes, BGCC).

14.3. Plan de progrès environnemental

À chaque date anniversaire de notification de l'accord-cadre, le titulaire produit un plan de progrès environnemental à l'attention du pouvoir adjudicateur, pour faire le point sur l'exécution de la clause environnementale du marché. Ce plan de progrès doit contenir les informations mentionnées à l'article 6.1.4 du présent CCAP.

Le plan de progrès doit être fourni au plus tard 15 jours après la date anniversaire de l'accord-cadre. Il est fourni au format PDF aux adresses suivantes :

- sailmi-achats-securite-interieur@interieur.gouv.fr (Bureau des Achats Métiers, BAM) ;
- sailmi-execution-marches@interieur.gouv.fr (Bureau de Gestion des Contrats et des Commandes, BGCC).

14.4. Livrables

Dans le cadre de l'exécution des marchés le titulaire s'engage à fournir les livrables mentionnés dans le tableau ci-dessous, sous peine de pénalité mentionnées à l'article 17.4 infra.

<u>Nature du livrable</u>	<u>Format du livrable</u>	<u>Délai</u>	<u>Destinataires</u>
Compte rendu comité de pilotage de l'accord-cadre	PDF ou équivalent	15 jours à compter du comité de pilotage	BAM, BGCC
Plan d'assurance qualité	PDF ou équivalent	3 mois à compter de la notification de l'accord-cadre	BAM, BGCC
Rapport d'activité	PDF ou équivalent	15 jours à compter de la date anniversaire de notification de l'accord-cadre	BAM, BGCC
Plan de progrès environnemental	PDF ou équivalent	15 jours à compter de la date anniversaire de notification de l'accord-cadre	BAM, BGCC

ARTICLE 15. **ÉVOLUTION TECHNIQUE – INNOVATION – SUBSTITUTION DES MATÉRIELS**

15.1. Initiative du titulaire

Par principe, les matériels du présent accord-cadre doivent demeurer identiques pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Néanmoins, compte tenu de l'évolution rapide des technologies, le titulaire doit s'efforcer de maintenir l'équilibre entre les performances et le prix des matériels proposés initialement.

En cas de changement de modèle dû à un retrait du catalogue ou à l'obsolescence du produit, le titulaire doit obligatoirement proposer des matériels de substitution présentant des caractéristiques identiques ou supérieures à celles des matériels à remplacer.

En outre, lorsque le titulaire constate que son offre initiale est technologiquement, écologiquement ou financièrement dépassée, il peut également proposer une substitution permettant à l'administration de bénéficier de matériels présentant un meilleur rapport performance globale/prix.

Le titulaire ne proposera pas au titre de cet article de matériels pour lesquels la fin de commercialisation est publiquement annoncée, programmée ou connue de lui.

Le titulaire adressera au pouvoir adjudicateur une demande de remplacement du matériel existant par le nouveau produit. Cette demande est accompagnée d'une documentation technique complète sur le nouveau produit proposé. Toute substitution ne peut intervenir qu'après accord du représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette substitution n'est pas constatée par avenant, sauf si elle entraîne une évolution financière.

15.2. Initiative de l'administration

Au cours de l'exécution du marché, les doctrines concernant les équipements des forces de sécurité intérieures sont susceptibles d'évoluer. À ce titre, l'administration se réserve la possibilité de demander au titulaire de présenter de nouveaux produits compatible avec le changement d'équipement.

Ces nouveaux produits seront accompagnés d'une documentation technique complète. La substitution se fera après accord du représentant du pouvoir adjudicateur. Les produits doivent présenter des caractéristiques techniques conformes aux exigences formulées dans le CCTP.

Les produits feront l'objet d'une validation préalable par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le changement de produit sera constaté par avenant.

RESPONSABILITÉS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES DES ENTREPRISES

16.1. Certification achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables — lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA) ».

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent DCE et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises, en association avec le Conseil National des Achats (CNA), accompagnera dans cette démarche. Pour toute information :
<http://www.economie.gouv.fr/mediationdes-entreprises/>

16.2. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Il doit fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus peuvent être déposées par le candidat retenu sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'administration, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai.

À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 1 mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

16.3. Protection de la santé et de la sécurité des personnes

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé des personnes. Il veille également au respect des prescriptions techniques fixées par le CCTP.

16.4. Développement durable et achats éthiques

Les matières premières utilisées dans la réalisation des fournitures livrées doivent avoir été produits dans le respect des huit conventions fondamentales de l'OIT portant sur la liberté d'association et la négociation collectives (normes 87 et 98), l'abolition du travail forcé (normes 29 et 105), l'élimination de la discrimination (normes 100 et 111) et l'élimination du travail des enfants (normes 138 et 182).

Le titulaire devra veiller à limiter au maximum l'impact environnemental des produits proposés. De même les conditions d'éliminations en fin de vie de ces fournitures doivent être prévues par le titulaire.

16.5. Traitement des données à caractères personnels

Au titre du présent accord-cadre, l'administration et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. (cf. annexe 3 du présent document).

ARTICLE 17. **PÉNALITÉS – PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION – SURSIS**

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'Administration applique des pénalités.

Lorsque l'Administration envisage d'appliquer ces pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours calendaires.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'Administration considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent comme ci-dessous.

17.1. Pénalités pour retard

Lorsque le titulaire dépasse les délais contractuels d'exécution, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \left(\frac{V \times R}{1000} \right)$$

Dans laquelle :

P = montant des pénalités ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = nombre de jours de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant des pénalités est plafonné au montant de la prestation non exécutée dans les délais contractuels.

17.2. Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison

Une prolongation du délai d'exécution est accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'il est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai d'exécution, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard. Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur, les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Aucune demande de prolongation ou de sursis ne peut être demandée pour le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel d'exécution (éventuellement déjà prolongé).

17.3. Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données personnelles

En cas de fuite, ou de potentialité de fuite, de données personnelles, le sous-traitant au sens du règlement général sur la protection des données - RGPD (Cf. annexe 3 « Dispositions relatives à la protection des données personnelles » au présent document) encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante : 1000 € par donnée personnelle et par personne concernée.

17.4. Pénalités pour non communication de livrables

Dans le cas où le titulaire ne fournit pas les livrables dans les délais impartis (cf article 14.4 supra), il encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50€ par jour de retard.

ARTICLE 18. MÉDIATION ET RÉSILIATION

18.1. Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur
Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels. »

18.2. Résiliation

Le présent accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG/FCS.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci :

- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG/FCS ;
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/FCS ;
- soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 42 du CCAG/FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG/FCS.

Les commandes notifiées au titulaire avant la date d'effet de la résiliation doivent être honorées, quelles que soient les dates de livraison effective ou les dates d'exécution des prestations concernées.

ARTICLE 19. **CONTENTIEUX**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de PARIS
7 rue de Jouy
75181 PARIS CEDEX 04

France
Tél : +33(0)1 44 59 44 00 – Télécopie : +33(0)1 44 59 46 46
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées exclusivement en langue française.

ARTICLE 20. **DÉROGATIONS AU CCAG / FCS**

- L'article 8.6 déroge aux dispositions de l'article 10.2.1 du CCAG/FCS ;
- L'article 10.4 déroge aux dispositions de l'article 20.2.2 du CCAG/FCS ;
- L'article 11.2 déroge aux dispositions des articles 27.3 et 28.2 du CCAG/FCS ;
- L'article 12.2 déroge aux dispositions de l'article 33 du CCAG/FCS.